



Déclaration liminaire de l'UNSA Education au CTSD 38 du 8 septembre 2021

**Madame la directrice académique,
Mesdames et messieurs les membres du CTSD,**

Les rentrées passent, les ministres se succèdent et les inégalités se creusent. Est-ce une fatalité ? Pas pour **l'UNSA Éducation**. Avec la crise sanitaire, les inégalités se sont accentuées. Il y a donc urgence à réduire ces inégalités qui fracturent notre société. Notre projet éducatif s'oppose à la persistance du déterminisme social. La lutte contre les inégalités est au cœur de notre projet : l'École n'est pas responsable de tous les maux, cependant elle est au cœur des évolutions nécessaires.

En cette dernière année du ministre Blanquer, force est de constater que les inégalités n'ont pas disparu. Malgré les mesures continuellement mises en avant dans la communication ministérielle comme les petits déjeuner dans les écoles défavorisées, les dédoublements en éducation prioritaire, le dispositif « Devoirs faits », ou encore les moyens donnés en faveur des territoires ruraux, **les inégalités scolaires restent une réalité**. Dans la circulaire de rentrée, le ministère considère que « depuis 2017, beaucoup a été fait en la matière au service de l'égalité des chances, aussi bien en éducation prioritaire, qui fait pour la première fois l'objet d'un secrétariat d'État dédié, que dans les territoires ruraux ». Dans cette même circulaire, on découvre que le ministère s'est souvenu qu'il fallait « renforcer la mixité sociale des établissements les plus favorisés, en priorisant les dérogations au titre des demandes de bourses ». **Malheureusement, on est loin du compte. Les mesures prises ne suffisent pas à inverser la tendance. Malgré l'investissement des équipes, le poids de l'origine sociale des élèves est beaucoup trop important dans la réussite scolaire**. Les résultats de l'enquête internationale PISA nous le rappelle chaque année : l'école française fait partie des plus inégalitaires. La France demeure un pays dans lequel les ressources matérielles et culturelles comptent le plus dans la performance des élèves. **Doit – on s'y résigner ? Non, l'UNSA Éducation souhaite parler des enjeux éducatifs et dépasser les discours des politiques sur l'égalité des chances**. Les questions éducatives doivent être au cœur des débats.

Concernant la rentrée en Isère, vous réaffirmez madame la directrice académique dans votre circulaire du 1^{er} septembre à l'attention des TR une mutualisation possible entre les 2 zones (sud / nord) compte tenu des tensions croissantes au niveau du remplacement. Cette mesure si elle devait être mise en œuvre, devrait faire l'objet d'une grande vigilance concernant les conditions de trajet (distance / temps). Nos collègues TR ne sont pas sans vie perso ! Un renforcement des moyens en remplacement permettrait, nous n'en doutons pas d'amener à plus de sérénité pour l'ensemble de la communauté éducative de notre département.

Le point central de ce CTSD de rentrée est une présentation des mesures d'ajustement que vous proposez pour les écoles de l'Isère. A ce sujet, **l'UNSA Éducation** regrette que les effectifs des élèves d'ULIS ne soient toujours pas comptabilisés dans les effectifs des écoles alors que nationalement nous estimons que 80% des départements les intègrent.

Vous proposez, madame la directrice académique, 6 attributions et 2 attributions éventuelles ainsi qu'une annulation de retrait. D'autre part, vous nous annoncez 2 retraits et 5 retraits éventuels. Nous ne vous cachons pas notre surprise quant à ces retraits. En effet, les fermetures en septembre mettent les équipes d'école en grande tension.

Pour l'UNSA Éducation

**Serge Ravel
Françoise Vichier-Guerr**